

Monsieur le Président,

Je me félicite de l'organisation de notre débat à l'Assemblée générale des Nations Unies pour discuter du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger et je m'associe pleinement à la déclaration prononcée par le Représentant de la Suède au nom de l'Union européenne.

Le concept de la responsabilité de protéger a été endossé par nos dirigeants au plus haut niveau. Lors du Sommet mondial de 2005, l'Assemblée générale a en effet adopté par consensus le Document final dont les paragraphes 138 et 139 constituent le fondement de la responsabilité de protéger. La communauté internationale entière s'est ainsi solennellement engagée et a arrêté l'obligation qui incombe à chaque Etat de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. Nos chefs d'Etat et de gouvernement ont reconnu qu'il fallait éviter l'évitable, c'est-à-dire reproduire les échecs de la communauté internationale face aux atrocités commises au Rwanda, en ex-Yougoslavie et au Cambodge.

Ce premier rapport sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger est un pas essentiel vers l'élaboration d'une stratégie concrète visant à traduire cette notion dans les faits.

Monsieur le Président,

Tous les États membres de l'ONU ont reconnu en 2005 que la responsabilité de protéger ne constitue ni une remise en cause du principe de la souveraineté étatique, qui est le fondement des relations internationales au XXI<sup>ème</sup> siècle, ni la justification d'un interventionnisme arbitraire. Comme le Secrétaire général le rappelle dans son rapport, la responsabilité de protéger est l'alliée et non l'adversaire de la souveraineté. La souveraineté implique des droits mais aussi des responsabilités, et parmi ces responsabilités, nulle n'est aussi importante que celle de protéger ses citoyens. La portée de cette responsabilité est ici limitée à quatre types de crimes particulièrement odieux.

Parallèlement, les paragraphes 138 et 139 prévoient que la communauté internationale aide les Etats à s'acquitter de leurs obligations découlant de la responsabilité de protéger, en les encourageant à exercer activement leurs responsabilités ou en les aidant à renforcer leurs capacités nationales pour prévenir les crimes. L'action préventive est effectivement la composante-clé de la responsabilité de protéger puisqu'elle vise à sauver des vies. La mise en place d'un système d'alerte rapide, comme le suggère le rapport, peut en effet contribuer à prévenir des drames potentiels. Mon pays est persuadé que l'investissement dans des programmes de formation sur les droits de l'homme, la médiation, la prévention de conflits, la gestion des crises et la bonne gouvernance sera bénéfique à long terme. Beaucoup d'acteurs internationaux peuvent également jouer un rôle crucial en matière de prévention, notamment les organisations régionales – et je ne citerai que la CEDEAO qui dispose d'un mécanisme d'alerte rapide –, le Conseil des droits de l'homme à travers son examen périodique universel, la Commission de consolidation pour la paix, la justice internationale, les missions d'établissement des faits, les acteurs humanitaires, le

personnel des opérations de maintien de la paix mais aussi que le Secrétaire général lui-même. En tout premier lieu cependant, c'est aux États membres d'œuvrer afin de prévenir les conflits.

Finalement la responsabilité de protéger peut également se traduire par une action collective de la communauté internationale, par l'entremise de l'ONU et au cas par cas pour protéger les populations contre des crimes et violations graves lorsque les États manquent manifestement à leurs obligations de protection. Dans des situations qui évoluent rapidement, il est en effet vital que nous puissions réagir au plus vite pour sauver des vies humaines.

Monsieur le Président,

S'il peut apparaître des différences de vue sur la responsabilité de protéger, il y a cependant un consensus fort parmi tous les États membres, celui d'honorer le principe du 'Never Again'. Le concept est circonscrit, il faut maintenant se concentrer sur sa mise en œuvre. Mon pays salue les recommandations élaborées dans le rapport pour mettre en œuvre la responsabilité de protéger. Il importera avant tout à chacun d'entre nous de faire preuve de la volonté politique nécessaire afin de progresser dans cette mise en œuvre aux Nations Unies et d'approfondir cette notion moyennant d'autres contributions du Secrétaire général.

Monsieur le Président,

C'est en gardant constamment à l'esprit la mémoire des millions de victimes des atrocités commises par le passé que nous avons l'ardente obligation de poursuivre notre dialogue dans cette enceinte sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger.

Je vous remercie.